



## La Jordanie : géopolitique des équilibres

Cahiers de la pensée mili-Terre

Chef de bataillon Gilles ANRES

publié le 15/05/2018

Relations internationales

**Au cœur d'un Proche-Orient conflictuel, la Jordanie fait figure de havre de stabilité. Ce tour de force intrigue et suscite des interrogations. La conduite d'une realpolitik de tous les instants et l'exploitation de ses propres atouts confèrent à l'État jordanien une capacité à éviter tous les écueils spécifiques de la région.**

Entre 2009 et 2014, l'Irak déplorait chaque année 4.000 morts, victimes d'attentats. Depuis le printemps 2014, l'extension de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) fait exploser ce triste bilan. La guerre civile fait toujours rage en Syrie. Le conflit israélo-palestinien reste virulent, notamment autour des enjeux sécuritaires liés à Jérusalem-Est et à la bande de Gaza. À l'épicentre de cette zone particulièrement instable se trouve la Jordanie.

Jeune nation dont l'État indépendant a vu le jour en 1946, la Jordanie s'étend sur quelques 92.000 km<sup>2</sup>, soit un cinquième de la France. Ses 6,5 millions d'habitants environ sont dirigés par une monarchie pérenne qui semble affronter efficacement les défis du XXI<sup>ème</sup> siècle, qu'ils soient internes ou régionaux. Pourtant, outre les dangers constants que représentent les situations de crise des États voisins, la Jordanie n'est pas sans receler également des facteurs internes qui pourraient la faire sombrer dans le chaos et la violence... Dès lors, comment parvient-elle à maintenir d'une part son équilibre intérieur et d'autre part la paix avec ses voisins?

La Jordanie affronte efficacement ce défi en conduisant une realpolitik de tous les instants et en exploitant des atouts clairement identifiés. Aucun autre État arabe du Proche-Orient n'est en mesure d'en faire autant et d'éviter, par conséquent, les écueils et pièges spécifiques de la région.

-  
**La Jordanie au cœur des tensions**

L'idée d'une Jordanie exempte de toutes tensions ne correspond pas à la réalité des faits. Des mouvements contestataires existent, notamment depuis l'explosion des révolutions arabes[1]. Quelques attentats[2] ont déjà troublé ce calme apparent. Ces événements sporadiques sont les symptômes d'un pays qui doit composer de façon permanente avec de véritables facteurs de déstabilisation.

Premièrement, le pays n'a pas été épargné par la crise économique. Alors que sa croissance était de 8% en 2007, elle est tombée à 3% en 2014. À cela s'ajoute l'endettement extérieur dont l'importation d'énergie (97%) est la cause principale. Pour honorer ses dettes, l'État a baissé en novembre 2012 les subventions destinées à modérer le prix du marché intérieur de l'énergie. Par conséquent, les prix ont rapidement grimpé de 10% pour l'essence, de 11% pour les transports publics et de 53% pour le gaz, attisant ainsi la rancœur d'une population dont le quart vit sous le seuil de pauvreté[3].

Une deuxième source de tension réside dans la rareté des ressources hydrauliques nationales. La consommation en eau atteint tout juste 145 m<sup>3</sup> par an et par personne (pour 1.000 m<sup>3</sup> au niveau mondial). Les eaux souterraines sont constituées principalement de nappes aquifères non renouvelables. Elles seront tarées dans quelques années. Les deux principales rivières sont le Yarmouk au nord, et le Jourdain à l'ouest. Mais l'État hébreu contrôle une partie du Yarmouk avec l'occupation du Golan et une partie du Jourdain (sans compter ses affluents) grâce à sa mainmise sur la Cisjordanie. Le détournement d'une bonne part de ces eaux a fait du Jourdain, entre le lac de Tibériade et la mer Morte, un petit ruisseau inexploitable. La situation ne peut qu'empirer, notamment au regard de la hausse régulière des besoins.

En effet, la population croît de façon exponentielle, avec les risques de crise qu'une telle accélération comporte. Et pour cause, depuis la mise en place du plan Daleth en 1948 par Israël, la part des réfugiés palestiniens dans la population a peu à peu dépassé celle des tribus jordaniennes originelles. Ils constituent aujourd'hui la population majoritaire en Jordanie (3,9 millions environ). Les guerres en Irak ont drainé en outre 450.000 irakiens. Enfin, fuyant la guerre civile, quelques 600.000 réfugiés syriens ont franchi la frontière à l'été 2014. Désormais, la population jordannienne est composée de 60% de Palestiniens, 9,1% de Syriens, 6,9% d'Irakiens pour seulement 20% [4]de Jordaniens originels.

En outre, le pays jouxte une zone de fracture entre deux espaces. Au nord-est, l'Irak regroupe 51% de chiites. Au nord, la Syrie est dirigée par une caste chiite, les alaouites. Au nord-ouest, au sud du Liban, le Hezbollah constitue un poste avancé du chiisme iranien. Ce «croissant chiite», décrit par le roi Abdallah II en décembre 2004, s'oppose à l'aire sunnite dont la Jordanie constitue une des têtes de pont. Or, les affrontements qui sévissent en Irak depuis mai 2014 et la guerre civile syrienne ne peuvent être décorrélés de la dissension séculaire entre sunnites et chiites. Les lignes de front pourraient fort bien se déplacer au sein du royaume.

Enfin, les frères musulmans développent leur influence contestataire en Jordanie. En effet, certains groupes salafistes se renforcent, notamment dans le sud du pays, dans la région de Ma'an[5].

Ainsi, des facteurs de troubles avérés impactent bel et bien la Jordanie et pourraient la faire sombrer dans une crise sociale qui pourrait déboucher sur des affrontements armés. Pourtant, ce scénario ne s'impose toujours pas.

-

## Les facteurs structurels de la paix en Jordanie

La stabilité jordanienne, fragile mais pour l'instant durable, repose en partie sur des facteurs structurels. Leur juxtaposition contribue à la stabilité du pays. Ces facteurs sont d'ordre historique et géographique.

En premier lieu, le roi est issu de la lignée des gardiens des lieux saints du Hedjaz[6]. En effet, le monarque actuel, Abdallah, est l'arrière-petit-fils du premier roi jordanien, Abdallah, qui était aussi frère du prince Faysal[7]. Tous deux étaient les fils du shérif Hussein de La Mecque dont la dynastie, les Hachémites, s'inscrit dans le même lignage que celui du prophète Mohammed. Cette dynastie avait la charge des lieux saints depuis le XII<sup>ème</sup> siècle. Dans une région où l'islam est majoritaire, on peut penser que ce lignage attribue implicitement à la Jordanie une immunité tacite, tout en lui assurant le soutien financier des monarchies pétrolières[8].

La nature du régime politique jordanien contribue aussi à la stabilité du pays. En effet, il est traditionnellement moins autoritaire que ceux des autres pays de la région. Par exemple, depuis 2011, la répression contre les manifestations liées au «printemps arabe» n'a fait qu'un mort dans les rangs des manifestants. C'est pourquoi, à quelques exceptions près, le système politique ne soulève pas en Jordanie de mouvements contestataires d'envergure, comme ceux qui ont secoué les autres régimes dictatoriaux de la région dès 2011.

Enfin, la Jordanie souffre d'une faiblesse que l'on peut paradoxalement considérer comme un atout dans le cadre de cette étude. Elle est un des seuls pays de la région dont le sous-sol ne recèle pas de gisements d'hydrocarbures importants. En 1987, une seule réserve de gaz relativement modeste a été découverte (250 milliards de m<sup>3</sup> environ), et les réserves en pétrole s'élèvent à un million de barils[9]. Ces faibles ressources sont en outre peu exploitées. La Jordanie importe 97% de son énergie[10]. Or, dans le cadre des tensions régionales, les hydrocarbures contribuent généralement à complexifier la donne. On peut donc sérieusement penser que l'absence de richesses en hydrocarbure contribue à éloigner de la Jordanie le spectre des convoitises régionales et globales, souvent causes de déstabilisation.

Ces facteurs structurels ne sont pas les seules raisons de la stabilité nationale de la Jordanie.

## Une politique et une diplomatie jordanienne délicate

La paix jordanienne est aussi redevable des choix socio-économiques et géopolitiques du gouvernement, qui dénotent un pragmatisme efficace et un sens certain de l'opportunité.

Tout d'abord, la stratégie politique de l'exécutif jordanien repose surtout sur sa capacité d'adaptation et sa réactivité. Dans un contexte économique tendu, le roi a fait de la lutte contre la pauvreté sa priorité. Une protection sociale pour les plus pauvres a été mise en place. Les salaires des fonctionnaires et les retraites ont été revalorisés, tandis qu'en 2010 ceux des ministres ont été amputés de 20%[11]. Pour réduire la dépendance énergétique, le roi cherche à accroître la part de l'énergie produite localement dans la consommation

globale. Il souhaite la faire passer de 4% à 39% en 2020 grâce à l'éolien, la biomasse, l'énergie solaire et les schistes bitumineux[12]. Dans l'attente de ce projet de moyen terme, il a négocié avantageusement un contrat gazier avec le Qatar. Cela permet en outre de palier l'arrêt des approvisionnements décidés par l'Égypte en 2012.

Pour désamorcer les tensions liées à l'eau, le gouvernement a lancé récemment un vaste programme d'investissement qui englobe pas moins de 60 projets. Le réseau d'Amman a été amélioré afin de réduire de 10% les déperditions liées aux fuites. Grâce à l'aide internationale, un aqueduc conduisant l'eau pompée dans la nappe de Dizeh à Amman a été inauguré en juillet 2013. La construction conjointe par Israël et la Jordanie d'un canal de 180 km entre la mer Morte et la mer Rouge a débuté en 2013 avec l'objectif d'alimenter en eau le lac salé. Une usine de dessalement sera en outre installée à Aqaba au profit des deux pays.

En ce qui concerne les rapports avec la cause palestinienne, ils ont fluctué selon les opportunités et les pressions du moment. À l'issue de la première guerre israélo-arabe en 1948, la Jordanie, alors dénommée Transjordanie, annexe la Cisjordanie, s'érigeant en protecteur des Palestiniens. Lorsqu'elle l'évacue après la défaite arabe de 1967, elle devient l'hôte de l'OLP. Mais à partir de 1970, par de sanglants combats, elle évince cette organisation, ouvrant dès lors la voie à une normalisation avec Israël. Ainsi, la Jordanie a réussi aujourd'hui le pari paradoxal d'une paix avec Israël alors qu'elle est elle-même composée d'une population majoritairement d'origine palestinienne.

Quant aux options diplomatiques, elles se caractérisent par une recherche du consensus qui hisse le pays au-dessus des tensions régionales. En octobre 1994, la Jordanie signe un traité de paix avec Israël, devenant ainsi le deuxième pays arabe à reconnaître l'État hébreu et s'assurant ainsi le soutien financier des États-Unis. De 1951 à 1997, la totalité des aides américaines est estimée à 3,9 milliards de dollars. En 2000, un accord de libre-échange est signé entre les Jordaniens et les Américains. La Jordanie fait ainsi passer ses exportations de 10 millions de dollars en 1997 à 994 millions en 2004[13].

Si la Jordanie est aujourd'hui un îlot de paix dans un Moyen-Orient à feu et à sang, elle le doit donc autant à ses atouts structurels (légitimité historique du pouvoir, gouvernance traditionnellement modérée) qu'à sa politique (choix pragmatiques et adaptés malgré de forts enjeux sociaux) et à sa diplomatie (relations internationales équilibrées, notamment avec Israël). Elle le doit aussi, paradoxalement, à sa faiblesse en hydrocarbures.

Mais la question qui se pose aujourd'hui est de savoir combien de temps l'exception jordanienne pourra tenir face au facteur de déstabilisation que constitue l'EIIL. La Jordanie a en effet décidé de prendre part aux opérations de combat contre l'EIIL depuis septembre 2014, sachant qu'une partie du territoire revendiqué par l'organisation terroriste se trouve sur son territoire[14].

Saint-cyrien, le Chef de bataillon Gilles ANRES rejoint le 25<sup>ème</sup> régiment du génie de l'air en 2003. En 2008, il commande sa compagnie au 4<sup>ème</sup> régiment du service militaire adapté sur l'île de la Réunion. Il sert ensuite à l'École du génie de 2010 à 2013, avant de débiter une formation de spécialité en langue arabe qu'il suit actuellement à l'INALCO.

[1] La contestation en Jordanie remonte au 7 janvier 2011. Mais elle est restée d'ampleur moyenne, excepté lors de la manifestation du 26 janvier 2011.

[2] 9 décembre 2005 à Amman (57 morts), 02 août 2010 à Aqaba....

[3] «Manifestations spontanées en Jordanie contre la hausse du prix des carburants», Angélique Férat, RFI, 14 novembre 2012.

[4] «Les Palestiniens en Jordanie», Delphine Froment, «Les clefs du Moyen-Orient», 22 avril 2013; «La Jordanie, terre d'asile à la croisée des chemins», Kristell Bernaud, Slate, 19 septembre 2012; site de l'agence des Nations-unies pour les réfugiés. L'ensemble de ces données ne reflète qu'approximativement une situation qui fluctue au quotidien et pour laquelle il n'existe pas de statistiques officielles émanant des autorités jordaniennes.

[5] «Le califat de l'État islamiste aux portes de la Jordanie», Gokan Gunes, l'Express, 24 août 2014.

[6] Bande occidentale de l'Arabie saoudite où se situent La Mecque et Médine.

[7] Le prince Faysal a conduit la révolte arabe de 1916 aux côtés de Lawrence d'Arabie et a été le premier roi d'Irak après le premier conflit mondial.

[8] «La Jordanie, un pays sous perfusion», Anne Bernas, [www.rfi.fr/moyen-orient](http://www.rfi.fr/moyen-orient), 22 juin 2006.

[9] [http://www.assecaa.org/French/F\\_Jordan.htm](http://www.assecaa.org/French/F_Jordan.htm).

[10] «La Jordanie: mesures récentes pour mettre les énergies renouvelables sur le marché»,

<http://www.naruc.org/international/Documents/JORDANIE>, 2010.

[11] «Jordanie, baisse du salaire des ministres», Le Figaro, 17 mars 2010.

[12] «Face à la hausse de sa facture pétrolière, la Jordanie prépare une stratégie énergétique ambitieuse», Leïla Abboud, <http://www.mediarabe.info>, 10 décembre 2007.

[13] «Les relations jordano-américaines», Alia Al-Jiboury, <http://www.irenees.net>, octobre 2006.

[14] La Jordanie : projet séparatiste ? Nahid Hattar, <http://www.al-akhbar.com>, 9 juin 2014.

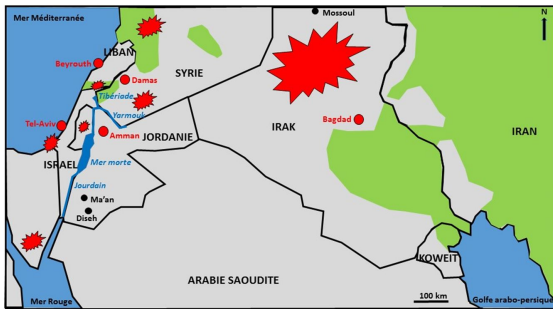
---

**Titre :** Chef de bataillon Gilles ANRES

**Auteur(s) :** Chef de bataillon Gilles ANRES

**Date de parution** 10/12/2017

---



**★** Zones de tension *Carte élaborée à partir des sources suivantes:*  
<http://www.ecolinks.fr>  
**■** Zones à majorité chiite *Souffles, Chiffres et lieux saints au Moyen-Orient en 2010, Question internationale (6<sup>e</sup> 46 novembre-décembre 2010)*  
**■** Zones à majorité sunnite *Carte géopolitique de Jordanie, Source Encarta*